

*Ajournement d'été*

Deuxièmement, à cause de la décision du cabinet, nous n'avons aucune garantie que tout le gazoduc sera financé, comme nous avons pu nous en rendre compte aujourd'hui d'après les réponses données par le premier ministre. Le projet initial devait être garanti par les États-Unis. Le secrétaire d'alors aux États-Unis avait déclaré que de deux milliards à trois milliards de dollars devraient être engagés uniquement pour le tronçon de l'Alaska avant qu'on puisse vraiment parler de garanties. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a eu l'audace de dire à la Chambre il y a une semaine que le fait d'avoir obtenu environ 500 millions de dollars pour des études de faisabilité quelconques constituait une garantie. Le caucus libéral est peut-être capable d'accepter une telle déclaration, mais je suis certain qu'aucun autre Canadien de n'importe où au pays ne l'acceptera.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Cette décision veut aussi dire que nous vendrons inévitablement du gaz naturel relativement peu dispendieux dans le sud de l'Alberta sans que les États-Unis offrent la moindre garantie d'échanges ou même promettent de s'efforcer sincèrement de prévoir des échanges. Le sénateur chargé du gazoduc s'est vraiment ridiculisé l'autre soir à la télévision quand il a dû reconnaître que le gouvernement n'avait eu que des conversations à bâtons rompus avec les Américains au sujet des échanges. Quand l'interviewer a interrogé le représentant américain en matière d'énergie pendant la même émission de nouvelles, si je me rappelle bien, celui-ci a haussé les épaules en disant: «Qu'est-ce qu'un échange?» Il a déclaré que c'était la première fois qu'il en entendait parler.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources considèrerait la question des échanges comme importante quand il faisait partie de l'opposition, mais maintenant qu'il siège du côté des ministériels, et conformément à l'attitude du parti libéral sur bien des choses, il a complètement oublié le principe en cause. Il n'y aura donc pas d'échanges.

● (1530)

En deuxième lieu, cela signifie, quant aux prix, que les Canadiens paieront le gaz forcément plus cher, car nous utilisons celui qui vient du sud de l'Alberta qui ne coûte pas cher; cela signifie, quant aux États-Unis, que le gaz le plus coûteux viendra de la région arctique du Canada ou que nous pourrions être forcés d'en acheter d'eux à un moment donné, s'ils veulent bien nous en vendre, mais il nous coûtera beaucoup plus cher. Cela signifie que l'énergie coûtera beaucoup plus cher à la population de la région de l'Atlantique, à celle du Québec et à tous les autres Canadiens. Cela signifie que l'industrie canadienne—soit en Ontario, soit au Québec, soit dans l'Ouest où l'industrie commence à s'implanter—devra payer davantage. Sa position concurrentielle sera affaiblie. En outre, cela signifie—si nous n'avons aucune garantie au sujet du tronçon septentrional du pipe-line—que nous n'aurons aucun accès à notre propre gaz dans l'Arctique.

Que ferons-nous? Construirons-nous notre propre gazoduc? Si nous devons exploiter nous-mêmes ce gaz dans l'Arctique, nous devons apparemment construire notre gazoduc maintenant. Pour ce gaz sur le marché canadien, cela coûtera extrêmement cher, parce que sans cette garantie et sans le tronçon nord du pipe-line, nous ne pouvons même pas accéder à notre propre gaz.

Enfin, qu'est-ce que cela signifie en fait d'emplois? Il est vrai que la décision de construire un pipe-line d'exportation permettra à l'industrie sidérurgique de certaines provinces de créer des emplois. Il est vrai aussi que si le gouvernement n'avait pas pris cette décision, ces emplois n'auraient pas été créés. Mais je tiens à signaler deux choses, monsieur l'Orateur. Primo, si nous avons obtenu les engagements prévus dans le premier bill sur la construction du premier pipe-line, nous aurions pu créer dix fois plus d'emplois que le projet actuel nous permettra de le faire.

Secundo, en tant que chef du parti qui s'associe probablement le plus aux syndicats ouvriers, je n'hésite pas à dire que l'une des choses qui distinguent mon parti de celui qui est présentement au pouvoir est que nous sommes disposés à adopter des politiques à long terme pour notre pays. Nous refusons de brader nos ressources énergétiques dans l'immédiat même si cela doit nous permettre à court terme de créer quelques emplois de courte durée. Nous croyons au développement à long terme de notre pays. Il y a longtemps que notre pays devrait avoir une stratégie industrielle à long terme, car elle nous aurait permis de réaliser cet objectif.

**Des voix:** Bravo, bravo!

**M. Broadbent:** Au lieu de cela, les libéraux nous imposent comme d'habitude leur solution sous prétexte qu'ils ont le pouvoir. Les astucieux compères sont à l'œuvre une fois de plus. Certes, nous allons gagner de l'argent, des centaines de millions de dollars, voire des milliards de dollars en bradant nos ressources. Mais à quel prix, madame le Président? Les libéraux vont brader l'équivalent de 17 milliards de dollars de gaz naturel irremplaçable, après quoi, il sera à tout jamais volatilisé. Comme je viens de le dire, quand nous en aurons besoin, nous n'en aurons plus. C'est la solution type des libéraux. Mais, en réalité, ce n'est pas une solution lorsqu'on songe aux besoins à long terme de notre pays.

Je voudrais maintenant aborder une question dont, je l'espère le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources va parler, car je considère qu'elle est fondamentale. Il s'agit des raisons qui font que, dans notre parti, nous pensons que le pipe-line du Nord ne sera jamais construit ou que s'il l'est jamais, ce ne sera pas avant 1985. Je vous en fais le pari, monsieur l'Orateur. Il sera construit plus tard, un beau jour, quand cela fera l'affaire des Américains et non des Canadiens. Je tiens maintenant à préciser nos raisons de croire cela.

Tout d'abord, personne n'en a encore parlé, parce que nous n'avons pas eu de débat, qu'en raison des coûts, de nombreux investisseurs américains sont sceptiques vis-à-vis de ce projet. Ils savent, en se fondant sur l'expérience du pipe-line de Valdez, en Alaska, que les coûts réels, une fois le projet réalisé, risquent d'être bien supérieurs aux coûts prévus à l'origine. À l'heure actuelle, on prévoit que le pipe-line devrait coûter entre 22 et 24 milliards de dollars, alors qu'au moment où nous en avons discuté il y a deux ou trois ans, on prévoyait qu'il coûterait 8 milliards de dollars. C'est vraiment beaucoup d'argent, même pour une très grande société multinationale. Voilà pourquoi les sociétés américaines mises en cause ont fait savoir aux membres du Congrès américain et à bien d'autres personnes qu'en raison des très grands risques à courir, ils pourraient bien ne jamais construire le tronçon septentrional du pipe-line.